

La Vie Internationale

Après Lisbonne

8 Mars 1950

Les résultats de la conférence de Lisbonne demandent réflexion. Comment expliquer que des hommes comme Acheson, Truman et Eden y voient l'aube d'une ère nouvelle susceptible de garantir au monde une paix durable et une prospérité toujours croissante, tandis que de nombreux critiques continentaux épluchant les textes d'accord et relevant les nombreux points en suspens ne trouvent qu'un protocole de pure forme où, si tous les espoirs sont permis, toutes les déceptions s'inscrivent en puissance. Comment surtout, dit-on, accorder avec les nécessités d'une défense commune les réserves expresses des parlements de Paris et de Bonn dont la ratification sera nécessaire pour que les principes posés se traduisent en réalités ?

Explications.

On peut naturellement expliquer ces divergences d'opinion par des raisons d'intérêt politique. Truman et Acheson avaient besoin d'un succès à la veille de l'élection présidentielle pour justifier leur politique; aussi pour obtenir du Congrès le vote des 7 milliards 900 millions de dollars que le président des Etats-Unis va demander au Congrès pour l'aide à l'Europe.

L'optimisme d'Eden peut simplement traduire le désir d'aider les Américains sans s'engager à rien, appuyer leur prestige pour obtenir en contrepartie, une aide matérielle aussi large que possible, laissant à l'avenir le soin de défaire une union européenne dont les Anglais ne veulent pas.

Ces explications sont faciles et en apparence satisfaisantes, mais elles ne suffisent pas.

Le point de vue anglo-saxon.

Cette tentative d'unir l'Europe dans un esprit de solidarité militaire, qui semble aux Européens se heurter aux réalités des situations nationales particulières où les Français voient dans l'avenir leur subordination à une Allemagne redevenue puissante et les Allemands la renonciation pour un temps indéfini à leurs aspirations de réunification nationale, cette tentative dont les principes ont été posés à Lisbonne apparaît au contraire aux Anglo-Saxons comme la première manifestation d'un miracle, la fin possible des sanglants conflits qui ont opposé les pays d'Europe et par une contagion fatale entraîné les peuples foncièrement pacifiques d'Angleterre et des Etats-Unis dans une lutte sans merci.

L'Europe est pour eux la source des tragédies; en admettant qu'un jour ou l'autre la menace russe disparaisse, ces rivalités européennes pourraient revivre avec la virulence d'autrefois. C'est pourquoi le fait que Français et Allemands malgré

leur divergences se soient accordés sur un certain nombre de points fondamentaux et aient pris des engagements qu'il leur sera difficile de renier apparaît aux Anglo-Saxons comme l'aube d'une ère nouvelle.

Les Anglais eux-mêmes souhaitent sincèrement que l'antagonisme Franco-allemand s'apaise. Ils ne voient, certes pas, sans inquiétude la formation d'un état fédéré qui comprendrait la France, l'Allemagne et l'Italie. Ils n'y croient d'ailleurs pas. Ils favoriseraient plutôt un équilibre de forces économiques, une rivalité pacifique entre ces Etats, mais nous pensons qu'ils préféreraient encore une Europe fédérée au retour de la situation d'avant-guerre avec des armées prêtes à s'opposer à la première querelle.

Nous nous sommes étendus sur ce point parce qu'il nous paraît d'importance primordiale. Acheson et Eden sont sincères quand ils voient dans le travail de Lisbonne une date historique. L'histoire, elle, dira s'ils ont raison. Si la continuité des efforts américains n'est pas brisée par un renversement politique aux Etats-Unis même, il se pourrait qu'ils réussissent à créer entre Européens un réseau d'intérêts et d'institutions qui, sans effacer des méfiances instinctives et profondes rendrait un conflit armé entre eux impensable, amènerait, en somme, les Européens à se regarder entre eux comme la France regardait aujourd'hui l'Angleterre: un voisin avec qui il faut souvent jouer serré mais contre lequel, quoi qu'il arrive, on ne se battra jamais.

Les événements d'Egypte.

Le conflit entre le Roi Farouk et le Wafd était plus sérieux qu'on ne le supposait. L'agitation nationaliste avait pris avec les émeutes du 26 janvier un caractère révolutionnaire et la personne du Roi était visée autant que les Anglais. L'habileté de Farouk est d'avoir profité des excès en imposant au Wafd débordé par l'action d'éléments extrémistes dont le contrôle lui échappait, un ministère de transition en la personne de Maher-Pacha.

Contre ce gouvernement qui ne représente pas grand chose, le Wafd d'abord désarçonné avait commencé une lutte chaque jour plus avouée. Les Anglais d'autre part, l'ordre rétabli dans la zone du canal, n'étaient plus pressés de négocier. Les pourparlers qui devaient reprendre avaient été ajournés grâce à une indisposition diplomatique de l'ambassadeur anglais Stevenson. C'est à cette occasion que Farouk, pour retrouver un peu de popularité, choisit un dissident du Wafd, Hilaly Pacha comme premier ministre. Cette nomination représente au Caire une véritable révolution politique. Hilaly se propose d'atteindre le Wafd en mettant au jour un ensemble d'actes de corruptions et de

complaisances dont le Wafd et Nahas Pacha sont responsables dans l'administration de l'Egypte. Du même coup Farouk se place en défenseur de l'honnêteté politique et tient contre ses adversaires une arme dangereuse. Jusqu'où ira la menace ?

Le Wafd sera sans doute disposé à composer. Mettant une sourdine à l'agitation nationaliste, il laissera conclure avec l'Angleterre et les puissances occidentales un accord dont les termes, comme nous l'avons exposé, ne présentent pas de difficultés si l'on souhaite s'entendre, surtout si les Etats-Unis en sont la caution. Personne, pas plus le Roi que le Wafd, n'a intérêt à aggraver le malaise. Ils risqueraient l'un et l'autre d'être emportés par un courant populaire. Un compromis s'établira peu à peu, qui mettra d'accord au moins pour la forme et pour un temps, le trône, le parti et les Anglais dont la participation à la défense du canal est d'ores et déjà reconnue possible par Hilaly Pacha lui-même.

En Angleterre.

La pénurie d'acier s'aggrave en Angleterre et l'on craint qu'il n'y ait sous peu un million de chômeurs. Churchill doit regretter sa récente victoire électorale dont il n'a pu tirer grand parti. Car si le chômage s'était produit sous un gouvernement travailliste, celui-ci ne s'en serait pas relevé puisque son succès tient essentiellement dans le maintien du plein emploi. En attendant le parti de M. Attlee n'échappe pas à la menace de scission que nous avons maintes fois fait prévoir. Cinquante-cinq députés bévénistes ont ouvertement voté contre le programme de réarmement des conservateurs tandis que leurs collègues s'abstenaient. L'unité du parti brisée on voit se dessiner un regroupement politique où la droite du travaillisme viendrait relayer le défunt parti libéral.

CRITON.